



DOSSIER

avril 2014

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, DIS C'EST QUOI ?



« Dans ce débat,
on a besoin de
pragmatisme et
de factuel. »

Cela fait maintenant presque deux ans que l'on parle de cette fameuse transition énergétique sans que l'on sache bien en quoi elle consiste exactement.

S'agit-il de continuer à faire de la France un pays parmi les moins émetteurs de CO² d'Europe et en tout cas bien moins émetteur que l'Allemagne? Dans ce cas, il faut garder le nucléaire!

S'agit-il de conforter un modèle national de service public qui a fait ses preuves? Alors, il faut maintenir les monopoles de l'hydraulique et de la distribution et ne pas céder aux sirènes de ceux qui ne rêvent que de casser ce bel outil!

S'agit-il de maintenir l'égalité de traitement des citoyens? Alors, il faut se battre pour pérenniser les tarifs réglementés pour les usagers domestiques et maintenir la péréquation des tarifs de réseau, garants du service public républicain!

Le débat sur la transition énergétique ne saurait se limiter à la décision prise au doigt mouillé de limiter la part du nucléaire dans le mix électrique à 50 % en 2025 ni à fermer la centrale de Fessenheim, que l'Autorité de Sûreté Nucléaire a pourtant jugé bonne pour le service pendant dix années supplémentaires moyennant la réalisation de certains travaux qui sont en cours.

Elle ne saurait non plus se réduire à la promotion des énergies renouvelables intermittentes (éolien on et off-shore et photovoltaïque) sans qu'on indique aux Français le surcoût réel de ces énergies, les investissements de réseau qu'il faudra réaliser et que l'on mette enfin le paquet sur la recherche en matière de stockage d'électricité, qui est une clé indispensable pour le développement des ENR.

Dans ce débat, on a besoin de pragmatisme et de factuel. Quelles conséquences ces choix énergétiques auront-ils en termes d'émission de CO², qu'ils soient directs ou indirects? Quels coûts pour les différentes énergies? Quelle solution optimise la richesse du pays qui a investi dans le nucléaire et qui doit pouvoir compter sur une prolongation de la durée de vie de ces centrales sous le contrôle de l'Autorité de Sûreté?



Le prix de l'électricité reste aujourd'hui, en dépit des augmentations récentes ou programmées, l'un des moins cher d'Europe. Cela contribue au pouvoir d'achat des ménages et à l'emploi à travers les entreprises. Il serait vraiment désolant que l'on occulte cet aspect au nom d'une conception quasi messianique de l'énergie au moment même où l'Allemagne, si souvent citée en exemple, se rend compte de l'impasse dans laquelle elle est aujourd'hui.

Ce que l'on doit rechercher, c'est bien de définir une stratégie bas-carbone qui réduit les émissions de gaz à effet de serre. C'est cela qui aurait dû être depuis le départ l'objectif poursuivi et non pas l'affirmation idéologique de la réduction de la part du nucléaire en 2025.

Il est étonnant qu'il ait fallu attendre la seconde conférence environnementale en septembre 2013 pour que le Président de la République fixe un objectif de réduction de 30 % des énergies fossiles en 2030, alors que cet objectif n'avait jamais été mis en avant par le gouvernement lors des débats sur la transition énergétique!

Faut-il, rappeler que le pétrole représente 44 % de l'énergie consommée en France alors que l'électricité seulement 24 %? Le vrai débat aurait dû porter sur l'amélioration de l'efficacité énergétique qui doit être amplifiée et la substitution chaque fois que possible de l'électricité au pétrole par exemple en relançant un ambitieux programme de développement des véhicules électriques qui peine encore à voir le jour.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : COMMENT PEUT-ON ÊTRE ALLEMAND ?

Si aujourd'hui, le Persan de Montesquieu regardait la situation comparée de la France et de l'Allemagne, il serait probablement très étonné.

Comment se peut-il que notre pays cherche à s'aligner en matière énergétique sur l'Allemagne alors que le « modèle » allemand bat aujourd'hui de l'aile?

Ce modèle est fondé sur l'arrêt rapide du nucléaire et le développement des énergies intermittentes, le tout étant financé principalement par les ménages, puisqu'une partie des entreprises sont exemptées de ces charges.

C'est sans compter sur le développement massif d'ENR au nord de l'Allemagne, alors que les besoins sont au sud, ce qui nécessite selon l'Allemagne elle-même 3800 kms de lignes à très haute tension à construire d'ici 2022.

Or, ce modèle est en train de craquer comme l'indique un article des Échos du 1^{er} avril 2014 sur « *Les ratés du tournant énergétique* ».

« Ce modèle est fondé sur l'arrêt rapide du nucléaire et le développement des énergies intermittentes, le tout étant financé principalement par les ménages »



Où sont les lignes ?

D'abord, vu d'aujourd'hui, il paraît difficilement envisageable que notre voisin réussisse à construire les 3800 km attendus pour équilibrer son réseau et qui résultaient d'une loi votée en 2013 par le Bundestag et le Bundesrat, les Assemblées Allemandes.

L'article, un brin ironique, souligne d'ailleurs que pas un km de ligne n'a été construit en 2013... Et les dirigeants du sud de l'Allemagne et en particulier de la Bavière refusent maintenant ces lignes.

Des émissions de CO² qui augmentent

Ensuite, l'article souligne que pour pallier l'intermittence des ENR, l'Allemagne comptait sur les centrales au gaz.

Problème : compte tenu du prix du gaz, ces centrales ne sont pas rentables sauf à créer un marché de capacité pour rémunérer la disponibilité des centrales et donc de créer des subventions.

Résultat, dans les faits, ce sont les centrales au charbon ou au lignite moins coûteuses, mais émettant plus de CO² qui ont pris le relais. Au moment où les travaux du GIEC rappellent l'urgence environnementale, cela fait un peu désordre...

Des subventions qui explosent

Enfin, la question des actuelles subventions pour l'énergie et de leur pérennisation en l'état est dans le débat. Car la subvention aux ENR a considérablement augmenté et représente 24 Mds d'euros par an pour les ménages et la majorité des entreprises.

En outre, près de 2000 entreprises sont exemptées de cette taxe. Ainsi, 5Mds d'euros qui correspondent à cette exemption sont répercutés sur les autres consommateurs.



Dans les faits, ce sont les centrales au charbon ou au lignite émettant plus de CO² qui ont pris le relais. »

DERNIÈRE MINUTE : VERS LE RETOUR À LA RAISON ?

Le gouvernement de coalition allemand CDU-SPD vient d'adopter un texte qui doit être prochainement voté par les parlementaires. Ce texte vise à freiner la hausse des coûts liés aux renouvelables en baissant le tarif d'achat pour les nouvelles capacités. Reste que le goulet d'étranglement des lignes de transport est toujours là...

De son côté, la Commission Européenne vient d'élaborer un nouveau projet de texte sur les aides d'État pour la période 2014-2020 en reconnaissant que cela aboutissait à une bulle : le projet de texte supprime les mécanismes de prix garantis pour les installations solaires de plus de 500kwh et pour les éoliennes de plus de 3 MW, au profit d'un système d'appels d'offres. Quant aux industriels électro-intensifs, ils pourront continuer à bénéficier d'un régime dérogatoire.

Affaire à suivre...

Des lignes de transports qui restent à construire, des émissions de CO² qui progressent et des subventions payées par les clients qui flambent, le paysage est beaucoup moins rose et aussi moins écologiste que ce que certains veulent bien nous dire... À méditer...